



Lundi 1er septembre 2014

« Frondeurs » la loyauté n'est pas la soumission

Lorsque l'on décide de ne pas voter les textes soumis par l'exécutif au Parlement, est-on condamné définitivement au sobriquet de « frondeur » ? Si c'est le cas, et c'est en tout cas le surnom dont on nous affuble avec mes 40 autres collègues qui se sont abstenus lors du vote sur le programme de stabilité 2014-2017, je le déplore.

Car la notion de « fronde » suggère une posture d'adversaire voire, pire, d'ennemi. Or, qui sont les véritables ennemis si ce ne sont ceux qui orientent le président de la République et le gouvernement sur une voie qui contredit les promesses faites lors des campagnes présidentielle et législative de 2012 ? Ceux qui, comme nous, ont décidé de s'abstenir sur le programme de stabilité et le projet de loi de financement rectificative de la sécurité sociale (PLFRSS) pour 2014, ne sont-ce pas nous qui appliquons au pied de la lettre le programme du candidat François Hollande ?

Une récente tribune intitulée l' « appel des 200 » et écrite par une partie des députés socialistes insinue que nous serions déloyaux en ne suivant pas le cap défini par François Hollande et Manuel Valls. D'un point de vue personnel, je me considère au contraire comme loyal par rapport aux engagements pris par le candidat Hollande en 2012.

Eu égard aux accents de l'époque qui voyaient dans la finance le principal adversaire et dans l'augmentation du pouvoir d'achat des plus modestes une lutte de tous les instants, nous pouvons être légitimement nostalgiques. Nostalgiques en effet lorsque l'on étudie de près le projet économique et social du gouvernement qui accorde 41 milliards d'euros aux entreprises et 5 milliards d'euros aux ménages créant un déséquilibre que l' « Appel des 100 » a appelé à modifier.

La plateforme que nous avons élaborée propose ainsi de dynamiser le pouvoir d'achat, l'investissement et l'emploi en augmentant la part dévolue aux ménages et aux investissements locaux et en reconcentrant l'aide aux entreprises sur celles qui en ont réellement besoin.

Lors de l'Université d'été de la Rochelle, nous avons adopté un texte intitulé « Pour que vive la gauche » que je vous invite à lire ci-dessous.

L'appel de La Rochelle

30 août 2014

« Pour que *Vive la gauche* »

L'heure n'est plus à la déception ou à l'alerte, mais à un puissant sursaut collectif.

Plusieurs crises s'additionnent et n'en finissent pas. La durée et la profondeur de la récession minent le quotidien des Français et la confiance en un destin collectif. Privées d'une amélioration de leurs conditions de vie, les classes populaires et moyennes ont exprimé leur colère. Le vote majoritaire d'un sombre dimanche en faveur de l'extrême-droite a été le révélateur insupportable d'une société sous tension.

Nous devons retrouver notre force collective pour orienter le présent et permettre un avenir de progrès. Il y a urgence à redonner justice et efficacité à des politiques enlisées, sans résultats ni perspectives.

La vocation de la gauche, c'est de porter l'espoir, non pas de risquer un renoncement continu, ou de s'excuser sans cesse de ce que nous sommes. A s'écarter de leurs engagements, les socialistes se divisent. A les oublier, nous nous perdrons. Les applaudissements du Medef ne seront jamais le critère de notre réussite.

Nous choisissons de ne pas subir une suite d'événements qui préparent d'amers lendemains. Nous avons une conviction bien ancrée : pour se réinventer, la France a besoin d'une gauche fière d'elle-même et de ses valeurs.

L'idéal progressiste est notre ressort, comme il est celui de millions de gens. Au lendemain des élections municipales et européennes, deux défaites sans précédent, des parlementaires de notre majorité ont choisi de s'exprimer dans l'Appel des 100 et d'agir, conscients des enjeux et responsables du mandat qui leur a été confié. Nous leur apportons notre soutien pour les choix décisifs des prochaines semaines au Parlement.

Aujourd'hui, alors qu'elle dirige le pays, la gauche a une obligation de fidélité à ses engagements et un devoir d'audace pour proposer des solutions modernes. Devant les inégalités qui déstructurent la société, les chocs climatiques, les excès financiers ou les drames du chômage, nos réponses ne sont pas celles de la droite.

Nous préférons les réformes de fond, avec des choix clairs, aux audaces de surface : une réforme fiscale conforme à nos engagements, une seconde loi bancaire utile à l'économie réelle, les bases d'un nouveau modèle de développement social, écologique et numérique.

Contre la récession, nous proposons un plan d'urgence alliant un soutien ciblé aux entreprises, du pouvoir d'achat supplémentaire pour les familles et un maintien des capacités d'investissement local. Opposer facticement l'offre et la demande est une vision dépassée. La gauche du 21ème siècle doit aider l'offre par une demande soutenue, soutenir la demande par une offre adaptée. C'est le bon chemin.

Contre l'épuisement démocratique et la colère qui s'expriment, nous devons dépasser les institutions asphyxiantes de cette V^{ème} République corsetée. Pour permettre à la gauche de rassembler durablement une majorité sociale et politique, nous devons changer les modes de représentation et de délibération de notre pays et les adapter aux temps présents.

Ni conformismes, ni tabous, mais des principes ! La gauche se doit à sa mission de transformation, avec la justice et l'égalité comme boussoles. Face au risque de délitement, il faut recréer les conditions d'une démarche commune rassemblant la gauche, sans laquelle rien ne peut réussir.

Nous sommes socialistes. Notre parti, porté par ses militants, peut encore proposer un avenir à une gauche française orpheline de ses ambitions. Nous appelons toutes celles et tous ceux qui veulent se réapproprier l'espoir commun, à se retrouver pour agir ensemble. Et pour que vive la gauche !